

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg

**MEMORIAL**

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 20**15 avril 1994****S o m m a i r e**

Arrêté grand-ducal du 23 mars 1994 autorisant la création d'un syndicat intercommunal de dépollution des eaux résiduaires du nord (SIDEN)	page 526
Arrêté grand-ducal du 26 mars 1994 autorisant la création d'un syndicat intercommunal pour l'enseignement scolaire dans les communes de Wilwerwiltz et Kautenbach . . .	531
Administration des Contributions — Nomination	535
Administration gouvernementale — Démission — Nominations	535
Associations agricoles	536
Associations syndicales libres	536
Commission des Pratiques Commerciales Restrictives — Nomination	536
Conseil Economique et Social — Nominations	536
Indice des prix à la consommation au 1^{er} mars 1994	536
Inspection du Travail et des Mines — Examen de fin de stage	536

Arrêté grand-ducal du 23 mars 1994 autorisant la création d'un syndicat intercommunal de dépollution des eaux résiduelles du nord (SIDEN).

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi du 23 décembre 1958 et par la loi du 29 juillet 1981;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux des communes de Bastendorf en date du 1^{er} décembre 1993, de Bettendorf en date du 3 décembre 1993, de Bourscheid en date du 17 décembre 1993, de Colmar-Berg en date du 3 décembre 1993, de Diekirch en date du 15 novembre 1993, d'Ermsdorf en date du 17 novembre 1993, d'Erpeldange en date du 3 décembre 1993, d'Ettelbruck en date du 15 novembre 1993, de Fohren en date du 27 octobre 1993, de Heffingen en date du 30 décembre 1993, de Larochette en date du 13 décembre 1993, de Medernach en date du 4 janvier 1994, de Nommern en date du 9 décembre 1994, de Reisdorf en date du 29 novembre 1993, de Schieren en date du 15 novembre 1993 et de Vianden en date du 13 décembre 1993;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Les communes de Bastendorf, Bettendorf, Bourscheid, Colmar-Berg, Diekirch, Ermsdorf, Erpeldange, Ettelbruck, Fohren, Heffingen, Larochette, Medernach, Nommern, Reisdorf, Schieren et Vianden sont autorisées à créer un syndicat intercommunal dénommé «Syndicat intercommunal de dépollution des eaux résiduelles du nord (SIDEN)».

Art. 2. Le syndicat a son siège à Diekirch.

Art. 3. Le syndicat a pour objet l'assainissement des bassins tributaires de l'Alzette inférieure et la Sûre supérieure et de l'Our en entretenant, exploitant et faisant fonctionner les stations d'épurations, les collecteurs principaux et les ouvrages annexes et en faisant exécuter tous autres travaux qui seront rendus nécessaires par l'accomplissement de l'objet ci-dessus défini.

Art. 4. Le syndicat peut accomplir tous les actes qui concourent à la réalisation de son objet social.

Les membres du syndicat s'obligent à aider le syndicat dans l'accomplissement des buts syndicaux. Ils s'engagent à n'organiser aucun service identique ni à entrer dans un autre syndicat créé aux mêmes fins.

Art. 5. Le syndicat est administré par un comité dans lequel chaque commune-membre est représentée par un délégué, membre du conseil communal, ayant une voix au moins. Pour chaque tranche de capacités d'épuration réservées de 10.000 unités «équivalent-habitants» ou fraction d'une telle tranche, le représentant de la commune-membre a droit à une voix supplémentaire sans que le total des voix par commune ne puisse être supérieur à trois.

Art. 6. Le comité est chargé de prendre les mesures propres à remplir les obligations du syndicat. Il gère la fortune syndicale et peut en disposer pour assumer la mission qui lui est confiée. Il est tenu de gérer les affaires du syndicat dans l'intérêt des communes syndiquées.

Art. 7. Les travaux du secrétariat et ceux de la recette sont nettement séparés. Le secrétaire et le receveur du syndicat sont nommés par le comité, sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur. L'engagement et la fixation du statut et de la rémunération des agents visés ci-dessus sont soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

Art. 8. Le financement du syndicat est assuré par la participation des communes aux dépenses du syndicat.

Le budget annuel est à établir de manière à équilibrer les charges d'exploitation par des recettes provenant de la facturation. Un déficit constaté à la fin de l'exercice devra être épongé par les communes-membres à moins qu'il ne puisse être résorbé soit par des excédents des années antérieures, soit par des excédents à créer au cours des trois exercices à venir.

Tout excédent annuel devra être mis en réserve et servira notamment à résorber d'éventuels déficits ultérieurs.

Art. 9. Le syndicat est constitué pour une durée de 30 ans. Après l'expiration de cette période, l'acte syndical est renouvelé par tacite reconduction de dix ans en dix ans à moins que le syndicat ne soit dissous dans les conditions et suivant les modalités fixées à l'article 11 de la loi modifiée du 14 février 1900.

Art. 10. Les statuts du syndicat font partie intégrante de l'arrêté d'institution. Toute modification ultérieure des statuts doit être approuvée par les communes syndiquées avant d'être soumise à l'approbation du Grand-Duc.

Art. 11. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de l'Intérieur,
Jean Spautz

Château de Berg, le 23 mars 1994.
Jean

STATUTS

1. Création du syndicat

- 1.1. Les communes de Bastendorf, Bettendorf, Bourscheid, Colmar-Berg, Diekirch, Ermsdorf, Erpeldange, Ettelbruck, Fohren, Heffingen, Larochette, Medernach, Nommern, Reisdorf, Schieren, Vianden ont convenu de créer un syndicat intercommunal dénommé SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE DEPOLLUTION DES EAUX RESIDUELS DU NORD (SIDEN).

- 1.2. Le syndicat est régi par:
 - la loi du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la suite;
 - l'arrêté grand-ducal autorisant sa création;
 - les présents statuts qui font partie intégrante de l'arrêté grand-ducal d'institution.
2. **Membres**
 - 2.1. Les communes mentionnées au point 1.1. sont considérées comme membres-fondateurs.
 - 2.2. D'autres communes peuvent entrer au syndicat conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 14 février 1900 et à condition qu'elles mettent à disposition du syndicat les capacités d'épuration et les collecteurs d'amenée nécessaires à l'épuration de leurs eaux usées. Cet apport peut être fait en nature ou en espèces. Si l'apport est fait en espèces, il revient au syndicat de l'investir dans l'intérêt de la création des capacités d'épuration requises et des collecteurs d'amenée y relatifs.
 - 2.3. Un membre du syndicat peut sortir du syndicat dans les conditions prévues par l'article 12 de la loi modifiée du 14 février 1900.
3. **Siège**
 - 3.1. Le syndicat a son siège à Diekirch.
4. **Objet**
 - 4.1. Le syndicat a pour objet l'assainissement des bassins tributaires de l'Alzette inférieure et la Sûre supérieure et de l'Our en entretenant, exploitant et faisant fonctionner les stations d'épuration, les collecteurs principaux et les ouvrages annexes et en faisant exécuter tous autres travaux qui seront rendus nécessaires par l'accomplissement de l'objet ci-dessus défini.
 De cet objet découlent les obligations suivantes:
 - a) la collecte et l'épuration des eaux usées en provenance des localités raccordées;
 - b) l'exploitation et l'entretien des stations d'épuration, des collecteurs principaux et des ouvrages annexes;
 - c) le traitement et l'évacuation des boues d'épuration;
 - d) l'acquisition de l'équipement technique et du mobilier;
 - e) l'investissement dans les infrastructures d'exploitation en fonction des adaptations et modernisations techniques et en fonction de l'extension des capacités suivant les besoins des différents membres associés.
 Les membres du syndicat s'engagent à amener les eaux usées de leur territoire ou de partie de leur territoire vers les stations d'épuration ou collecteurs principaux prévus.
 Les membres du syndicat gardent la pleine propriété de toutes les installations ne faisant pas partie intégrante de la station d'épuration et de ses collecteurs.
 - 4.2. Le syndicat peut accomplir tous les actes qui concourent à la réalisation de son objet social.
 Les membres du syndicat s'obligent à aider le syndicat dans l'accomplissement des buts syndicaux. Ils s'engagent à n'organiser aucun service identique ni à entrer dans un autre syndicat créé aux mêmes fins.
5. **Administration**
 - 5.1. **Le comité**
 - 5.1.01. Le syndicat est administré par un comité dans lequel chaque commune-membre est représentée par un délégué, membre du conseil communal, ayant une voix au moins.
 Pour chaque tranche de capacités d'épuration réservées de 10.000 unités «équivalent-habitants» ou fraction d'une telle tranche, le représentant de la commune-membre a droit à une voix supplémentaire sans que le total des voix par commune ne puisse être supérieur à trois.
 - 5.1.02. Les membres du comité sont élus au scrutin secret par les conseils communaux des communes intéressées parmi leurs membres dans les formes établies par les articles 32, 33 et 34 de la loi communale du 13 décembre 1988.
 - 5.1.03. La durée du mandat des membres du comité est de six ans. Toutefois les conseils communaux peuvent révoquer leurs délégués en cours de mandat et les remplacer par d'autres délégués remplissant les conditions prescrites.
 - 5.1.04. Le comité est renouvelé tous les six ans après chaque renouvellement des conseils communaux et dans le mois qui suivra l'installation des conseiller nouvellement élus.
 - 5.1.05. En cas de renouvellement intégral du conseil de l'une des communes syndiquées par suite de dissolution ou de démission de tous les membres en exercice, le nouveau conseil procède dans la quinzaine de son installation à la désignation de son délégué au comité du syndicat.
 - 5.1.06. Les délégués sortants sont rééligibles.
 - 5.1.07. En cas de vacance parmi les délégués par suite de décès, démission ou toute autre cause, le conseil communal pourvoit au remplacement dans le délai d'un mois.
 - 5.1.08. Tout délégué élu en remplacement achève le terme de celui qu'il remplace.
 - 5.1.09. Si un conseil, après une mise en demeure du Ministre de l'Intérieur ou du Commissaire de district, néglige ou refuse de nommer son délégué, le bourgmestre représente la commune dans le comité du syndicat. En cas d'empêchement il est remplacé conformément à l'article 64 de la loi communale du 13 décembre 1988.

- 5.1.10. Conformément à l'article 27 de la loi communale du 13 décembre 1988, des jetons de présence peuvent, sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur, être accordés aux membres du comité pour l'assistance aux séances du comité et à celles de ses commissions.
- 5.1.11. Les membres du comité ont encore droit à des frais de route et de séjour à fixer par le comité sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur.
- 5.1.12. Le comité est chargé de prendre les mesures propres à remplir les obligations du syndicat. Il gère la fortune syndicale et peut en disposer pour assumer la mission qui lui est confiée. Il est tenu de gérer les affaires du syndicat dans l'intérêt des communes syndiquées.
- 5.1.13. Sont notamment soumises à la décision du comité:
- a) l'élection du président, du vice-président et des membres du bureau du syndicat;
 - b) la désignation et la révocation du secrétaire, du receveur et de tout autre personnel administratif et technique, la fixation du statut dudit personnel et de sa rémunération;
 - c) la fixation des jetons de présence des membres du comité ainsi que de l'indemnité du président;
 - d) l'élaboration du règlement d'ordre intérieur;
 - e) l'élaboration du règlement d'utilisation des installations;
 - f) la fixation de la participation des communes aux dépenses;
 - g) l'approbation des budgets et des comptes;
 - h) l'acquisition, la vente et l'entretien des biens immobiliers et mobiliers nécessaires à l'accomplissement de la mission du syndicat;
 - i) l'acceptation de dons et legs;
 - j) la dissolution du syndicat, sans préjudice des dispositions de l'article 11 de la loi modifiée du 14 février 1900.
- 5.2. *Le bureau*
- 5.2.01. Le comité élit parmi ses membres les membres de son bureau.
- 5.2.02. Le bureau se compose du président, du vice-président et du secrétaire.
- 5.2.03. Le comité peut renvoyer au bureau le règlement de certaines affaires et lui conférer à cet effet une délégation dont il fixe les limites.
- 5.2.04. Le bureau rend compte de ses travaux au comité au moins une fois par semestre.
- 5.3. *Le président*
- 5.3.01. Le comité élit, après chaque renouvellement des conseils communaux, au scrutin secret, parmi ses membres, un président qui restera en fonction pendant les six années correspondant à la période de service des conseillers communaux.
- 5.3.02. Le président convoque les réunions du comité et du bureau conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1900.
- 5.3.03. Il prépare les décisions du comité et se charge de leur exécution.
- 5.3.04. Le président représente le syndicat en justice et dans tous les actes de la vie civile.
- 5.3.05. Lorsque lors d'une séance du comité il y a partage de voix sur un point de l'ordre du jour discuté, l'objet en discussion est reporté à l'ordre du jour de la séance suivante; au même cas de partage de voix dans cette seconde séance le président ou son remplaçant a voix prépondérante.
- 5.3.06. En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président.
- 5.4. *Le personnel*
- 5.4.01. Le comité peut engager du personnel administratif et technique suivant les besoins du syndicat.
- 5.4.02. Les travaux du secrétariat et ceux de la recette sont nettement séparés. Le secrétaire et le receveur du syndicat sont nommés par le comité, sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur. L'engagement et la fixation du statut et de la rémunération des agents visés ci-dessus sont soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur.
- 5.4.03. Le syndicat s'engage à reprendre le personnel actuellement affecté à l'exploitation et la gestion des installations épuratoires existant dans les communes membres sur base de la législation en vigueur pour les fonctionnaires, employés et ouvriers communaux.
- 5.5. *Le conseil technique*
- 5.5.01. Le comité peut s'adjoindre un conseil technique. La composition et les attributions du conseil technique font l'objet d'un règlement du comité. Les modes d'élection et de révocation des membres dudit conseil technique sont subordonnés aux conditions et formalités prévues aux articles 31 à 34 de la loi communale du 13 décembre 1988.
- 5.5.02. Le syndicat est autorisé à constituer, ensemble avec d'autres syndicats intercommunaux formés à la même fin, une seule entité technique commune. Le personnel à engager à cette fin sera désigné conformément à l'article 88 de la loi communale.
- 5.6. *La gestion administrative*
- 5.6.01. Le comité se réunit sur la convocation de son président aussi souvent que l'exigent les affaires comprises dans les attributions du syndicat, mais au moins deux fois par an.

- 5.6.02. Le président est obligé de convoquer le comité, soit sur l'invitation du Ministre de l'Intérieur, soit sur celle du Commissaire de district, soit à la demande de la moitié au moins des membres du comité.
- 5.6.03. La convocation se fait par écrit et à domicile au moins cinq jours avant celui de la réunion. Elle mentionne le lieu, le jour et l'heure de la réunion et en contient l'ordre du jour. En cas d'urgence, le délai de convocation peut être réduit par le président qui en indiquera le motif dans l'invitation.
- 5.6.04. La réunion du comité est présidée par le président ou, à défaut, par le vice-président. Lorsque l'assemblée est convoquée à la demande du Ministre de l'Intérieur ou du Commissaire de district, la séance est présidée et dirigée par celui qui a provoqué la convocation. Le Ministre de l'Intérieur et le Commissaire de district ont entrée dans le comité. Ils sont toujours entendus quand ils le demandent. En cas d'urgence et à titre exceptionnel ils peuvent se faire représenter par un délégué.
- 5.6.05. Le comité ne peut prendre de résolution que si la majorité de ses membres en fonction est présente. Il décide à la majorité des suffrages.
- 5.6.06. Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre requis, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, quel que soit le nombre des membres présents, prendre une résolution sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.
- 5.6.07. Les deuxième et troisième convocations se font conformément aux règles prescrites à l'alinéa 5.6.03, et il est fait mention si c'est pour la deuxième ou pour la troisième fois que la convocation a eu lieu.
- 5.6.08. Les votes ont lieu conformément aux articles 19, 32, 33 et 34 de la loi communale du 13 décembre 1988.
- 5.6.09. Les délibérations du comité et du bureau sont rédigées par le secrétaire, inscrites sur un registre coté et paraphé par le président; elles sont signées par tous les membres présents dans les meilleurs délais et si possible lors de la prochaine réunion du comité et du bureau, sans qu'il puisse en être délivré expédition avant les signatures de la majorité.
- 5.6.10. Les délibérations du comité et du bureau sont rédigées par écrit dans les formes prévues par l'article 26 de la loi communale du 13 décembre 1988 pour les délibérations des conseils communaux. Les expéditions sont signées par le président ou, en cas d'empêchement par le vice-président, et contresignées par le secrétaire; elles énoncent les noms de tous les membres qui ont concouru à la délibération.
- 5.6.11. Les conseillers communaux des communes syndiquées sont autorisés à prendre connaissance des procès-verbaux des séances du comité.
- 5.6.12. Les séances du comité et du bureau ne sont pas publiques.
- 5.7. *Les organes de surveillance*
- 5.7.01. La surveillance du syndicat, notamment les actes portant approbation des budget et comptes, est exercée par le Ministre de l'Intérieur et le Commissaire de district. Elle s'exerce de la manière prévue pour la surveillance de la gestion des communes, sans préjudice des dispositions contraires inscrites à la loi modifiée et complétée du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes.
- 5.7.02. Les décisions du comité sont soumises, comme celles des conseils communaux, à l'approbation de l'autorité supérieure pour autant que cette approbation est requise.
- 5.7.03. En général, les dispositions réglant les droits et obligations du collège des bourgmestre et échevins sont applicables au président, celles réglant les droits du conseil communal sont applicables au comité.

6. **Gestion comptable et financière**

6.1. *Le financement*

6.1.01. Définition

Par la suite il y a lieu d'entendre par capacité d'épuration réservée la ou les parts d'une ou de plusieurs stations d'épuration, exprimées en équivalent-habitants, financées par les différentes communes-membres du syndicat et réservées prioritairement à l'épuration de leurs eaux usées.

6.1.02. Le financement du syndicat est assuré par la participation des communes aux dépenses du syndicat.

Le budget annuel est à établir de manière à équilibrer les charges d'exploitation par des recettes provenant de la facturation. Un déficit constaté à la fin de l'exercice devra être épongé par les communes-membres à moins qu'il ne puisse être résorbé soit par des excédents des années antérieures, soit par des excédents à créer au cours des trois exercices à venir.

Tout excédent annuel devra être mis en réserve et servira notamment à résorber d'éventuels déficits ultérieurs.

6.1.03. La participation des communes au financement des infrastructures du syndicat se fait d'après les règles suivantes:

Pour autant que le syndicat ne dispose pas d'excédent financier suffisant pour le financement de la maintenance et de la modernisation des équipements (mobiliers et immobiliers) nécessaires à l'accomplissement de sa mission, les communes syndiquées font leurs apports en capital conformément à l'article 9 de la loi sur les syndicats de communes.

Tout investissement portant sur un équipement d'extension tant qualitative que quantitative de la mission existante du syndicat dans le cadre de l'objet syndical tel qu'il a été défini au point 4.1. est à financer par un apport en capital des communes concernées.

La quote-part des apports en capital des communes est déterminée en proportion des capacités d'épuration réservées par chacune d'elles respectivement est fonction des capacités supplémentaires d'épuration exprimées en équivalent-habitants que les différentes communes estiment devoir avoir à leur disposition.

Un échange de quote-parts entre membres du syndicat peut se faire suivant accord entre les communes intéressées et le syndicat.

- 6.1.04. La participation des communes aux frais de fonctionnement est déterminée suivant une double clé avec d'un côté une participation aux frais fixes arrêtée en fonction des capacités d'épuration réservées et d'un autre côté une participation aux frais variables proportionnelle à la charge polluante exprimée en équivalent-habitants et constatée en cours d'année.

- 6.1.05. Au moment de l'établissement du budget une participation prévisionnelle est fixée et réclamée par tranches mensuelles auprès des communes.

Au moment de l'établissement du budget rectifié, une participation prévisionnelle rectifiée peut être réclamée.

Au moment du compte, un décompte détaillé établira les participations définitives.

6.2. *La comptabilité*

- 6.2.01. Les règles de la comptabilité des communes s'appliquent à la comptabilité du syndicat. Toutefois les livres de la comptabilité syndicale sont tenus selon les principes de la comptabilité commerciale.

- 6.2.02. La comptabilité comprend le budget ainsi que les comptes annuels qui se composent du bilan, établi au 31 décembre de chaque année et du compte de pertes et profits. Les comptes annuels doivent être établis avec clarté et doivent donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats du syndicat.

- 6.2.03. Les règles relatives à l'évaluation des valeurs actives et passives du bilan, à l'amortissement et à la constitution éventuelle de réserves sont fixées par le comité du syndicat sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

- 6.2.04. Avant le 15 novembre de chaque année le comité établit le budget de l'exercice à venir.

- 6.2.05. L'exercice financier commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de la même année.

- 6.2.06. L'arrêté des comptes annuels et leur vérification se fait conformément à l'article 163 de la loi communale.

- 6.2.07. Copies du budget, du bilan et du compte de pertes et profits sont adressées annuellement aux communes-membres du syndicat.

- 6.2.08. Les charges d'exploitation figurant au compte de pertes et profits comprennent notamment:

- les dépenses d'exploitation et administratives proprement dites
- les dotations annuelles aux comptes d'amortissement et de renouvellement des investissements
- les intérêts

- 6.2.09. Les produits comprennent notamment:

- les revenus provenant des redevances et les recettes des prestations fournies
- les redevances des communes-membres du syndicat
- les revenus de capitaux

- 6.2.10. Le budget annuel indique:

- à la section ordinaire les produits et les charges tels qu'ils sont définis aux alinéas 6.2.08 et 6.2.09 ci-dessus;
- à la section extraordinaire notamment:
 - en dépense — les crédits pour acquisitions et installations nouvelles;
 - en recette — les versements en capital des communes membres
 - les subsides pour acquisitions et installations nouvelles
 - les prélèvements sur les comptes d'amortissement et de renouvellement des investissements.

- 6.2.11. Le syndicat est sans but lucratif; un excédent de recettes éventuel du compte de pertes et profits est transféré sur un compte de réserve qui sert principalement à la couverture de pertes éventuelles ultérieures et subsidiairement au renouvellement des investissements.

7. **Durée et dissolution du syndicat**

- 7.1. Le syndicat est constitué pour une durée de 30 ans. Après l'expiration de cette période, l'acte syndical est renouvelé par tacite reconduction de dix en dix ans à moins que le syndicat ne soit dissous dans les conditions et suivant les modalités fixées à l'article 11 de la loi modifiée du 14 février 1900.

8. **Changement des statuts**

- 8.1. Les statuts peuvent être modifiés à la demande du comité ou d'une commune syndiquée. La modification ne sera adoptée que si toutes les communes-membres y donnent leur accord. Elle reste soumise à l'approbation du Grand-Duc conformément à l'article 1^{er} de la loi modifiée du 14 février 1900.

Arrêté grand-ducal du 26 mars 1994 autorisant la création d'un syndicat intercommunal pour l'enseignement scolaire dans les communes de Wilwerwiltz et Kautenbach.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi du 23 décembre 1958 et par la loi du 29 juillet 1981;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux de la commune de Wilwerwiltz en date du 23 novembre 1993 et de la commune de Kautenbach en date du 8 décembre 1993;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Les communes de Wilwerwiltz et de Kautenbach sont autorisées à créer un syndicat intercommunal pour l'enseignement scolaire.

Art. 2. Le syndicat porte le nom de «syndicat intercommunal pour l'enseignement scolaire dans les communes de Wilwerwiltz et Kautenbach» dénommé «SCHOUKKAUZ».

Art. 3. Le syndicat a son siège à Wilwerwiltz.

Art. 4. Le syndicat a pour but d'organiser l'enseignement préscolaire et primaire des communes-membres.

Il a pour objet de reprendre, de créer, d'entretenir et de gérer les installations et les équipements nécessaires à la réalisation de son but social.

Art. 5. Le syndicat est constitué à perpétuité.

Art. 6. Le syndicat est administré par un comité dans lequel chaque commune-membre est représentée par trois délégués.

Art. 7. Le comité est chargé de prendre les mesures propres à remplir les obligations du syndicat. Il gère la fortune syndicale et peut en disposer pour assumer la mission qui lui est confiée.

Il est tenu de gérer les affaires du syndicat dans l'intérêt des communes syndiquées.

Art. 8. Les travaux de secrétariat et de la recette sont nettement séparés. Le secrétaire et le receveur du syndicat sont nommés par le comité, sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur. L'engagement et la fixation du statut et de la rémunération des agents visés ci-dessus sont soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

Art. 9. Le budget du syndicat pourvoit aux dépenses de fonctionnement et aux dépenses de création, d'acquisition et d'entretien des installations et équipements pour lesquels le syndicat est constitué.

Art. 10. Les statuts du syndicat font partie intégrante de l'arrêté d'institution. Toute modification ultérieure des statuts doit être approuvée par les communes syndiquées avant d'être soumise à l'approbation du Grand-Duc.

Art. 11. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de l'Intérieur,
Jean Spautz

Château de Berg, le 26 mars 1994.
Jean

SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'ENSEIGNEMENT SCOLAIRE DANS LES COMMUNES DE WILWERWILTZ ET KAUTENBACH

**Titre 1^{er}. Création du syndicat - Membres - Admission de nouveaux membres - Dénomination -
Siège - But et Objet - Durée et Dissolution**

A. Création du syndicat

Art. 1^{er}. (1) Les communes de Wilwerwiltz et Kautenbach ont convenu de créer un syndicat de communes pour l'enseignement scolaire.

(2) Le syndicat est régi par:

- la loi du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la suite;
- l'arrêté grand-ducal autorisant la création du syndicat intercommunal pour l'enseignement scolaire dans les communes de Wilwerwiltz et Kautenbach;
- les présents statuts.

B. Membres - Admission de nouveaux membres

Art. 2. Conformément à l'arrêté grand-ducal autorisant la création du syndicat, les communes de Wilwerwiltz et Kautenbach sont considérées comme membres-fondateurs du syndicat.

Art. 3. D'autres communes que celles énumérées à l'article 2 peuvent entrer au syndicat conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 14 février 1900 prémentionnée.

C. Dénomination

Art. 4. Le syndicat porte le nom de «Syndicat intercommunal pour l'enseignement scolaire dans les communes de Wilwerwiltz et Kautenbach», dénommé «SCHOUKKAUZ».

D. Siège

Art. 5. Le syndicat a son siège à Wilwerwiltz.

E. But et Objet

Art. 6. (1) Le syndicat a pour but d'organiser l'enseignement préscolaire et primaire des communes membres.

(2) Il a pour objet de reprendre, de créer, d'entretenir et de gérer les installations et les équipements nécessaires à la réalisation de son but social.

(3) Le syndicat peut accomplir tous les actes qui concourent à la réalisation de son objet social, et notamment l'organisation scolaire, le ramassage scolaire, l'organisation du fonctionnement et la gestion des services dans les installations scolaires, l'acquisition de l'équipement technique et du mobilier, la réalisation de nouvelles constructions;

(4) Les communes-membres du syndicat s'obligent à aider le syndicat dans l'accomplissement des buts syndicaux.

(5) Sans autorisation expresse du comité du syndicat il est défendu aux communes-membres d'organiser un service identique ou d'entrer dans un autre syndicat créé aux mêmes fins.

F. Durée - Dissolution

Art. 7. (1) Le syndicat est constitué à perpétuité.

(2) Le syndicat ne peut être dissous que suivant les dispositions déterminées à l'article 11 de la loi modifiée et complétée du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes.

(3) Une commune-membre ne peut se retirer du syndicat que suivant les dispositions déterminées à l'article 12 de la loi modifiée et complétée du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes.

Titre II. - Administration et Surveillance

A. Le comité

Art. 8. (1) Le syndicat est administré par un comité dans lequel chaque commune-membre est représentée par trois délégués.

(2) Les membres sont élus au scrutin secret par les conseils communaux des communes intéressées dans les formes établies par la loi communale du 13 décembre 1988.

(3) Les membres du comité doivent faire partie du conseil communal d'une commune-membre.

(4) La durée du mandat des membres du comité est de six ans. Toutefois, les conseils communaux peuvent révoquer leurs délégués en cours de mandat et les remplacer par d'autres délégués remplissant les conditions prescrites à l'alinéa qui précède. Toute commune qui adhère au syndicat aura droit à trois délégués.

(5) Le comité est renouvelé à la suite d'élections générales des conseils communaux et dans le mois qui suit l'installation des conseillers élus.

(6) En cas de renouvellement intégral du conseil de l'une des communes syndiquées par suite de dissolution ou de démission de tous les membres en exercice, le nouveau conseil procède, dans le mois de son installation, à la désignation de ses délégués au comité du syndicat.

(7) Les délégués sont rééligibles.

(8) En cas de vacance parmi les délégués, par suite de décès, démission ou toute autre cause, le conseil communal pourvoit au remplacement dans le délai d'un mois.

(9) Tout délégué élu en remplacement achève le terme de celui qu'il remplace.

(10) Si un conseil communal, après une mise en demeure du Ministre de l'Intérieur ou du Commissaire de district, néglige ou refuse de nommer les délégués, les membres du collège des bourgmestre et échevins représentent la commune dans le comité du syndicat; en cas d'empêchement d'un ou de plusieurs de ses membres ils sont remplacés conformément aux articles 42 et 64 de la loi communale du 13 décembre 1988.

(11) Conformément à l'article 27 de la loi communale du 13 décembre 1988 des jetons de présence peuvent, sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur, être accordés aux membres du comité pour l'assistance aux séances du comité et à celles de ses commissions.

(12) Les membres du comité ont encore droit à des frais de route à fixer par le comité sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

Art. 9. (1) Le comité est chargé de prendre les mesures propres à remplir les obligations du syndicat.

(2) Il gère la fortune syndicale et peut en disposer pour assumer la mission qui lui est confiée.

(3) Il est tenu de gérer les affaires du syndicat dans l'intérêt des communes syndiquées.

(4) Sans préjudice des dispositions inscrites à l'article 10 (2) ci-dessous, les affaires suivantes sont notamment soumises à la décision du comité:

1. *bureau du syndicat*: l'élection du président, du vice-président et du secrétaire;
2. *personnel du syndicat*: la désignation et la révocation du secrétaire, du receveur et de tout autre personnel administratif et technique, la fixation du statut dudit personnel et de sa rémunération;
3. la fixation des jetons de présence et des frais de route des membres du comité;
4. l'élaboration du règlement d'ordre intérieur;
5. l'élaboration du règlement d'utilisation des installations;
6. la fixation des tarifs et redevances pour l'utilisation des installations et équipements du syndicat;
7. l'acceptation des dons et legs;
8. l'approbation du budget et des autorisations spéciales de crédits;
9. l'approbation des comptes;
10. l'acquisition, la vente et l'entretien des biens immobiliers et mobiliers;
11. l'établissement des relevés fixant la contribution des membres aux charges et pertes du syndicat et leur participation aux recettes et bénéfices.

B. Le Bureau

Art. 10. (1) Le comité élit, parmi ses membres, les membres de son bureau. Celui-ci se compose de trois membres au moins dont un président, un vice-président et un secrétaire. Chaque commune-membre doit être représentée par au moins un membre au bureau.

(2) Le comité peut renvoyer au bureau le règlement de certaines affaires et lui conférer à cet effet, une délégation dont il fixe les limites.

(3) Le bureau rend compte de ses travaux au comité, au moins une fois par semestre.

C. Le Président

Art. 11. (1) Le comité élit après chaque renouvellement des conseils communaux, au scrutin secret et conformément aux dispositions des articles 19, 32, 33 et 34 de la loi communale du 13 décembre 1988, parmi ses membres un président qui restera en fonction pendant les six années correspondant à la période de service des conseillers communaux.

(2) Le président est de droit membre du bureau.

(3) Il convoque les réunions du comité et du bureau.

(4) Il prépare les décisions du comité et du bureau et se charge de leur exécution.

(5) Le président représente le syndicat en justice et dans les actes de la vie civile.

(6) Il est chargé de la surveillance des affaires courantes, de l'ordonnancement des dépenses décidées par le comité et le bureau et de la surveillance de la comptabilité.

(7) En cas d'empêchement, le président délègue le vice-président pour le remplacer.

(8) Lorsque lors d'une séance du comité il y a partage de voix sur un point discuté, l'objet en discussion est reporté à l'ordre du jour de la séance suivante, au même cas de partage de voix dans cette seconde séance le président ou son remplaçant a voix prépondérante.

D. Personnel

Art. 12. (1) Le comité peut engager du personnel administratif et technique suivant les besoins du syndicat.

(2) Les travaux du secrétariat et de la recette sont nettement séparés. Le secrétaire et le receveur du syndicat sont nommés par le comité, sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur. L'engagement et la fixation du statut et de la rémunération des agents visés ci-dessus sont soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

(3) Le comité du syndicat pourvoit à l'engagement du personnel auxiliaire qui comprend notamment les femmes de charge et les chargés de cours le cas échéant. Leurs traitements et salaires sont réglés d'après les dispositions légales en vigueur.

E. Gestion administrative

Art. 13. (1) Le comité se réunit sur la convocation de son président aussi souvent que l'exigent les affaires comprises dans les attributions du syndicat, mais au moins quatre fois par an.

(2) Le président est obligé de convoquer le comité, soit sur l'initiative du Ministre de l'Intérieur, soit sur celle du Commissaire de district de Diekirch, soit à la demande de la moitié des membres du comité.

(3) La convocation se fait par écrit et à domicile au moins cinq jours avant celui de la réunion. Elle contient l'ordre du jour. En cas d'urgence le délai de convocation peut être réduit par le président qui en indiquera le motif dans l'invitation.

(4) La réunion du comité est présidée par le président, ou à défaut par le vice-président par lui délégué. Lorsque l'assemblée est convoquée à la demande du Ministre de l'Intérieur ou du Commissaire de district de Diekirch, la séance est présidée et dirigée par celui qui a provoqué la convocation. Le Ministre de l'Intérieur et le Commissaire de district ont entrée dans le comité. Ils sont toujours entendus quand ils le demandent. En cas d'urgence et à titre exceptionnel ils peuvent se faire représenter par un délégué.

(5) Le comité ne peut prendre de résolution que si la majorité de ses membres en fonction est présente. Il décide à la majorité des suffrages.

(6) Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre requis, elle peut, après une nouvelle et dernière convocation, quel que soit le nombre des membres présents, prendre une résolution sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

(7) Les deuxième et troisième convocations se font conformément aux règles prescrites à l'alinéa (3) ci-dessus, et il est fait mention si c'est pour la deuxième ou pour la troisième fois que la convocation a lieu.

(8) Les votes ont lieu conformément aux articles 19, 32, 33 et 34 de la loi communale du 13 décembre 1988.

(9) Les délibérations du comité et du bureau sont rédigées par le secrétaire et inscrites sur un registre coté et paraphé par le président; elles sont signées par tous les membres présents, soit immédiatement, soit le lendemain au plus tard, sans qu'il puisse en être délivré expédition avant les signatures de la majorité.

(10) Les délibérations constatent le nombre des membres qui ont voté pour ou contre.

(11) Les expéditions sont signées par le président ou celui qui le remplace et contresignées par le secrétaire; elles énoncent les noms de tous les membres qui ont concouru à la délibération.

(12) Les conseillers communaux des communes syndiquées peuvent prendre communication sans déplacement des procès-verbaux des séances du comité et du bureau.

(13) Les séances du comité et du bureau ne sont pas publiques.

F. Les organes de surveillance

Art. 14. (1) La surveillance du syndicat, notamment des actes portant approbation des budgets et des comptes est exercée par le Ministre de l'Intérieur et le Commissaire de district de Diekirch. Elle s'exerce de la manière prévue pour la surveillance de la gestion des communes, sans préjudice des dispositions contraires inscrites à la loi du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la suite.

(2) Il est à prévoir que lors de la mise en service des activités du syndicat scolaire, la commune de Wilwerwiltz disposera de cinq personnes enseignantes, la commune de Kautenbach d'une personne enseignante. Si après la mise en service du syndicat scolaire, un membre du personnel enseignant quitte son poste, il est procédé à son remplacement par la commune qui l'avait nommé avant la constitution du syndicat.

(3) S'il s'avère en cours de route que le nombre du personnel enseignant est insuffisant et que la nécessité s'impose d'augmenter les effectifs, il incombe à la commune de Wilwerwiltz de procéder à cette nouvelle nomination.

(4) La démission du personnel enseignant est conférée par l'administration communale dans les formes établies par l'article 39 de la loi scolaire du 10 août 1912.

(5) Le remplacement temporaire du personnel enseignant se fait par la commune de Wilwerwiltz dans les formes établies par l'article 41 de la loi scolaire du 10 août 1912.

(6) Le montant que les communes doivent verser à l'Etat à titre de participation dans les dépenses du chef des traitements du personnel enseignant des écoles est réglé par le syndicat sur présentation du décompte afférent à communiquer par les administrations communales au syndicat.

Art. 15. L'organisation scolaire est établie par le comité du syndicat et approuvée par chaque commune-membre.

Art. 16. Les commissions scolaires instituées en vertu de l'article 74 de la loi scolaire du 10 août 1912 restent en place et, tout en agissant de concert, ont pour mission de signaler au syndicat tous les travaux à faire aux locaux et au mobilier scolaire. En ce qui concerne les autres obligations leur incombant en vertu de l'article 76 de la loi scolaire du 12 août 1912 et d'autres dispositions légales, surtout quant au personnel enseignant et aux élèves, elles agissent séparément et s'occupent exclusivement des ressortissants de la commune dans laquelle chacune d'elles est appelée à exercer ses fonctions.

Art. 17. Le transport scolaire est organisé par le syndicat et les frais y relatifs sont répartis dans les formes établies à l'article 20 alinéa (1) ci-dessous.

Titre III. - Gestion comptable et financière

A. Comptabilité

Art. 18. (1) Les règles de la comptabilité des communes s'appliquent à la comptabilité du syndicat, sous réserve des adaptations et modifications prévues aux articles 171, 172 et 173 de la loi communale du 13 décembre 1988.

(8) Le receveur est chargé seul et sous sa responsabilité personnelle d'effectuer les recettes et de liquider les dépenses.

(3) Le budget du syndicat pourvoit aux dépenses de fonctionnement et aux dépenses de création, d'acquisition et d'entretien des installations et équipements pour lesquels le syndicat est constitué.

(4) Les recettes du budget comprennent notamment:

1. La contribution des communes associées. Cette contribution est obligatoire pour lesdites communes pendant la durée de l'association et dans la limite des nécessités de l'oeuvre commune, telles que les délibérations initiales des conseils communaux sont appelés à prendre en application de l'alinéa (3) de l'article 6 ci-dessus les ont déterminées ou les déterminent;

2. Les sommes que le syndicat reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu;
3. Les subventions de l'Etat;
4. Les produits des dons et legs;
5. Les revenus des capitaux.

(5) Copie du budget et des comptes du syndicat, arrêtés par Monsieur le Ministre de l'Intérieur, est adressée chaque année aux conseils communaux des communes syndiquées.

B. Création des installations et équipements

Art. 19. (1) Les frais de construction et d'équipement des installations scolaires sont définis à l'alinéa ci-après et sont supportés par les communes membres du syndicat proportionnellement au nombre de la population de résidence dans chaque commune au 15.10 de l'année qui précède la mise en chantier.

Basée sur la population réelle du 15.10.1992, cette clef de répartition est actuellement la suivante:

<i>Commune</i>	<i>Population</i>	<i>Taux de participation</i>
Wilwerwiltz	522	69,23%
Kautenbach	232	30,77%

(2) Les frais de construction et d'équipement comprennent le coût de la construction du centre scolaire, les frais d'équipement, les frais de raccordement des constructions aux utilités publiques, le coût du mobilier, les honoraires de tout genre, la TVA sur les travaux, fournitures et prestations de service et, en général, toute dépense quelconque engagée et payée pendant la période de construction jusqu'à la date de l'établissement du décompte final des travaux.

(3) Ledit décompte final doit être établi au plus tard le 31.12. de l'année au cours de laquelle les installations sont mises en service. La date de la mise en service fera l'objet d'une décision formelle du comité du syndicat.

(4) Les parts respectives des communes-membres calculées par l'application des taux de retenus à l'alinéa (1) aux frais arrêtés suivant les alinéas (2) et (3) sont réclamées aux communes-membres en fonction de l'avancement du projet et réglées par celles-ci dans le mois qui suit l'établissement de la facture.

C. Entretien et gestion des installations et équipements

Art. 20. Les excédents de dépenses annuels (débit au 31.12.) éventuels pouvant résulter de l'entretien et de la gestion des installations et équipements du syndicat sont supportés par les communes proportionnellement au nombre des écoliers de chaque commune.

Par frais de gestion on entend tous les frais qui n'appartiennent pas aux frais de construction et d'équipement des installations scolaires, mais à l'entretien général des installations, au fonctionnement normal de l'enseignement scolaire et du syndicat.

Au moment de l'établissement du budget, une participation prévisionnelle est fixée et réclamée par tranches auprès des communes.

D. Changements des statuts

Art. 21. Les statuts peuvent être modifiés à la demande du comité ou d'une commune syndiquée. La modification ne sera adoptée que si toutes les communes-membres y donnent leur approbation.

E. Entrée en vigueur des statuts

Art. 22. L'entrée en vigueur des statuts est fixée au jour de leur approbation par l'autorité supérieure.

Administration des Contributions. — Nomination. — Par arrêté grand-ducal du 23 mars 1994, Madame Marianne Kayser, épouse Thill, inspecteur au service d'imposition de l'Administration des Contributions, a été nommée inspecteur principal à la même administration.

Administration gouvernementale. — Démission. — Nominations. — Par arrêté grand-ducal du 28 février 1994, démission honorable de ses fonctions d'Inspecteur principal premier en rang a été accordée, sur sa demande et avec effet à partir du 1^{er} mars 1994, à Monsieur Lucien Wirtz. Par ce même arrêté, le titre honorifique de ses fonctions a été conféré à Monsieur Lucien Wirtz.

Par arrêté grand-ducal du 28 février 1994, Monsieur Jean-Pierre Pier, Attaché de Gouvernement premier en rang, a été nommé Conseiller de direction adjoint. Par arrêté grand-ducal du 28 janvier 1994, Madame Juliette Schweitzer-Kies, Attaché de Gouvernement, a été nommée Attaché de Gouvernement premier en rang avec effet au 1^{er} février 1994. Par arrêtés grand-ducaux du 28 février 1994, Mademoiselle Claudine Konsbruck ainsi que Messieurs Guy Daleiden et Pierre Rauchs, Attachés d'Administration, ont été nommés Attachés de Gouvernement.

Par arrêtés grand-ducaux du 27 janvier 1994, Mesdames Astrid Breyer, Karin Manderscheid et Danièle Schmit ainsi que Monsieur Romain Faber, Inspecteurs hors cadre, ont été nommés Inspecteurs principaux hors cadre. Par arrêté grand-ducal du 28 février 1994, Monsieur Gilbert Neumann, Inspecteur, a été nommé Inspecteur principal. Par arrêté grand-ducal du 28 février 1994, Monsieur Raymond Harsch, Inspecteur hors cadre, a été nommé Inspecteur principal hors cadre. Par arrêté grand-ducal du 28 février 1994, Monsieur Fernand Wagerer, rédacteur principal hors cadre, a été nommé chef de bureau adjoint hors cadre.

Associations agricoles.

Mise en liquidation

Conformément à l'art. 17 de l'arrêté grand-ducal du 17 septembre 1945, tel qu'il a été modifié par la loi du 25 août 1986, l'association agricole dite

KLEINTIERZÜCHTERVEREIN VON WASSERBILLIG

a déposé le 23 mars 1994 au secrétariat de la commune de Merttert une déclaration concernant la clôture de sa mise en liquidation ainsi qu'une liste indiquant les noms, professions et domiciles des liquidateurs.

Associations syndicales libres.

Bettembourg. — En conformité à l'article 6 de la loi du 28 décembre 1883, l'association syndicale libre pour l'aménagement d'une conduite d'eau dans les parcs à bétail aux lieux-dits «Kandel et Helingerboesch» à Bettembourg, commune de Bettembourg, a déposé un double de l'acte d'association au Gouvernement et au secrétariat communal de Bettembourg.

Commission des Pratiques Commerciales Restrictives. — Nomination. — Par arrêté ministériel du 18 mars 1994, Mlle Claudine Konsbruck, Attaché d'administration, représentant le Ministère de la Justice, a été désignée comme membre suppléant de la Commission des Pratiques Commerciales Restrictives en remplacement de M. Charles Elsen, démissionnaire.

Conseil Economique et Social. — Nominations. — Par arrêté gouvernemental du 28 janvier 1994, Monsieur Norbert Friob, Président de la Confédération du Commerce Luxembourgeois, a été nommé membre effectif du Conseil Economique et Social, en remplacement de Monsieur Emile Maroldt, démissionnaire, dont il achèvera le mandat. Par arrêté gouvernemental du 23 février 1994, Monsieur Lucien Thiel, Directeur de l'ABBL, a été nommé membre suppléant du Conseil Economique et Social, en remplacement de Monsieur Remy Kremer, démissionnaire, dont il achèvera le mandat.

Indice des prix à la consommation au 1^{er} mars 1994. — L'indice des prix à la consommation établi conformément au règlement grand-ducal du 28 décembre 1990 est de **111.85** par rapport à la base 100 de l'année 1990.

Raccordé à la base 100 au 1^{er} janvier 1948, l'indice est de 550.67.

La moyenne des six derniers mois de l'indice raccordé s'établit au 1^{er} mars 1994 à **549.32**.

Luxembourg, le 30 mars 1994.

Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques

Inspection du Travail et des Mines. — Examen de fin de stage. — Le Ministère du Travail organisera pendant la 2^{ème} moitié du mois de septembre 1994 un examen de fin de stage dans la carrière de l'ingénieur à l'Inspection du Travail et des Mines.